



Assemblée générale

Distr. générale
29 avril 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingt-sixième session

Points 2 et 10 de l'ordre du jour

**Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat
et du Secrétaire général**

Assistance technique et renforcement des capacités

Rapport sur les activités menées à l'appui des efforts déployés par les États pour promouvoir et protéger les droits des personnes handicapées dans les lois, politiques et programmes nationaux

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Résumé

Le présent rapport rend compte des activités menées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées et par d'autres organismes des Nations Unies compétents et organisations régionales, à l'appui des efforts déployés par les États pour promouvoir et protéger les droits des personnes handicapées dans les lois, politiques et programmes nationaux, notamment pour intégrer le handicap dans les activités de développement. Le Haut-Commissariat y propose des solutions pour aller de l'avant.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–2	3
II. Coopération technique sur les droits des personnes handicapées	3–68	3
A. Afrique.....	14–27	6
1. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme (HCDH).....	14–24	6
2. Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées	25–27	8
B. Asie-Pacifique	28–33	9
1. HCDH	28–30	9
2. Partenariat	31–33	9
C. Amériques	34–40	10
1. HCDH	34–39	10
2. Partenariat	40	11
D. Moyen-Orient et Afrique du Nord.....	41–46	11
1. HCDH	41–44	11
2. Partenariat	45–46	12
E. Europe et Asie centrale.....	47–56	13
1. HCDH	47–54	13
2. Partenariat	55–56	15
F. Activités de coopération technique menées par d’autres organismes des Nations Unies et organisations régionales.....	57–68	16
1. Commission économique et sociale pour l’Asie et le Pacifique	57–63	16
2. Organisation internationale du Travail.....	64–67	17
3. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	68	18
III. Conclusions et recommandations.....	69–73	19

I. Introduction

1. Dans sa résolution 24/31, le Conseil des droits de l'homme prie le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) d'établir un rapport¹ sur les activités menées par le Haut-Commissariat, par d'autres organismes des Nations Unies compétents et, chaque fois qu'il convient, par des organisations régionales, à l'appui des efforts déployés par les États pour promouvoir et protéger les droits des personnes handicapées dans les lois, politiques et programmes nationaux, notamment pour intégrer le handicap dans les activités de développement².

2. Le Haut-Commissariat a sollicité la contribution de l'ensemble des organismes des Nations Unies et des organisations régionales et a reçu trois réponses: deux émanant d'organismes³, à savoir l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), et une provenant d'une organisation régionale, à savoir la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Le Haut-Commissariat a également consulté séparément le secrétariat technique du Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées, qui relève du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le texte intégral de l'ensemble des documents reçus peut être consulté sur le site Web du Haut-Commissariat⁴.

II. Coopération technique sur les droits des personnes handicapées

3. La Convention relative aux droits des personnes handicapées a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 décembre 2006; elle est entrée en vigueur le 3 mai 2008. Au 30 mars 2014, elle avait été ratifiée par 142 États et l'Union européenne⁵. La Convention a pour objet de promouvoir, protéger et assurer la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales par les personnes handicapées et de promouvoir le respect de leur dignité intrinsèque⁶.

4. La coopération technique est ancrée dans l'esprit de la Convention et dictée par son objet. La Convention, en particulier son article 32 – dans lequel les États Parties reconnaissent l'importance de la coopération internationale à l'appui des efforts déployés au niveau national pour la réalisation de l'objet et des buts de la Convention, en partenariat avec les organisations internationales et régionales compétentes et la société civile, en particulier les organisations de personnes handicapées – sert de fondement au système des Nations Unies pour la fourniture de l'assistance technique dans les domaines ayant trait à cet instrument et à ses dispositions.

¹ Le présent rapport a été établi par le HCDH en consultation directe avec le secrétariat technique du Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées et avec d'autres organismes des Nations Unies et organisations régionales. Les informations qui y figurent font écho aux informations disponibles dans le système interne de communication des informations du HCDH et dans les documents soumis par d'autres organismes des Nations Unies.

² Résolution 24/31 du Conseil des droits de l'homme, par. 15.

³ Aux fins du présent rapport, l'expression «organismes des Nations Unies» englobe les départements, programmes, fonds et institutions spécialisées des Nations Unies.

⁴ www.ohchr.org/EN/Issues/Disability/Pages/DisabilityIndex.aspx.

⁵ Des informations actualisées sur l'état de la ratification de la Convention sont disponibles à l'adresse: https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-15&chapter=4&lang=fr.

⁶ Convention relative aux droits des personnes handicapées, article premier, par. 1.

5. Des mesures importantes ont été prises dans le cadre du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, dans la lignée de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la question du handicap et du développement (23 septembre 2013). Dans le document final de la Réunion, l'Assemblée a souligné qu'il importait de rendre tous les aspects du développement accessibles aux personnes handicapées et d'y associer ces dernières, le but étant de favoriser la coopération et d'apporter l'assistance technique voulue aux États Membres qui la demanderaient, et d'assurer l'application et la mise en œuvre intégrales du cadre normatif international sur le handicap et le développement, en favorisant la ratification et la mise en œuvre de la Convention.

6. La coopération technique fait partie intégrante des activités du Haut-Commissariat. Grâce à la coopération technique et aux services consultatifs, le HCDH contribue à recenser et combler les lacunes en matière de connaissances et de capacités en facilitant un dialogue constructif et en insufflant un changement positif. Pour être rationnels et efficaces, les programmes de coopération technique et de renforcement des capacités doivent se fonder sur une compréhension et une analyse approfondies de telle ou telle situation des droits de l'homme et des problèmes multiformes qui y sont associés. Pour ce faire, il convient de mener des activités de contrôle indépendantes et fiables en coopération avec toutes les parties prenantes, en permettant au HCDH, en coopération avec les parties concernées, de recenser les besoins, de faire de la satisfaction de ces besoins une des priorités de la planification du HCDH et d'identifier les stratégies les mieux adaptées pour obtenir les résultats escomptés.

7. Au cours de ces dernières années, le Haut-Commissariat a donné suite à des demandes de coopération technique et de conseil de plus en plus nombreuses, notamment dans le domaine des droits des personnes handicapées, sur la base des recommandations formulées par les organes conventionnels et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales dans le cadre de l'Examen périodique universel.

8. La lutte contre la discrimination, en particulier la discrimination raciale, la discrimination fondée sur le sexe ou la religion et la discrimination à l'égard des personnes marginalisées, est l'une des priorités thématiques du Plan de gestion stratégique du HCDH pour 2014-2017. Dans ce contexte, le Haut-Commissariat s'attache à faire en sorte que les lois, politiques, programmes et institutions nationaux respectent plus strictement les normes internationales relatives aux droits de l'homme pour lutter contre la discrimination.

9. Depuis l'adoption de la Convention en 2006, le Haut-Commissariat a progressivement intensifié ses activités concernant les droits des personnes handicapées. Dans le cadre de ses activités de coopération technique et de ses services consultatifs, le HCDH soutient les efforts déployés à l'appui de la ratification de la Convention et du respect de celle-ci et des autres instruments ayant trait à la promotion et à la protection des droits des personnes handicapées par les lois, politiques, programmes et institutions nationaux. Le Haut-Commissariat veille également à ce que les personnes handicapées fassent valoir leurs droits en appuyant les efforts déployés pour faciliter leur utilisation des systèmes de protection nationaux et leur participation aux initiatives publiques. À l'échelle internationale, le Haut-Commissariat s'efforce de veiller à ce que les États respectent leurs obligations dans le domaine des droits de l'homme en soutenant leur participation aux travaux du Comité des droits des personnes handicapées et d'autres mécanismes relatifs aux droits de l'homme pertinents. Enfin, le Haut-Commissariat s'efforce également d'assurer l'intégration d'une approche du handicap fondée sur les droits de l'homme dans les politiques et programmes des Nations Unies, notamment en accordant une attention et un appui adaptés à la promotion et à la protection des droits des personnes handicapées.

10. En décembre 2011, six entités des Nations Unies (l'OIT, le HCDH, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Département des affaires économiques et sociales (DAES), le PNUD et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)) ont lancé le

Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées et le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs, géré par le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD⁷. Le Partenariat contribue pour beaucoup à garantir l'utilisation efficace des mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme pour promouvoir les droits de l'homme des personnes handicapées. Le Fonds a pour objectif de parrainer les projets dirigés par les équipes de pays des Nations Unies pour renforcer les capacités des parties prenantes nationales, en particulier les gouvernements et les organisations de personnes handicapées, aux fins de l'application effective de la Convention, y compris par la promotion d'objectifs de développement convenus au niveau international qui tiennent compte des personnes handicapées. Un premier appel de propositions lancé en mai 2012 a abouti au recensement de 11 programmes conjoints des Nations Unies dont ont bénéficié 14 pays au total dans divers domaines ayant trait à l'application de la Convention. Les projets en question sont décrits ci-après.

11. Pour faire en sorte que la promotion et la protection des droits des personnes handicapées soient coordonnées comme il se doit et reçoivent l'attention voulue, le Haut-Commissariat est doté d'un Conseiller pour les droits de l'homme et le handicap, en poste à Genève, qui relève de la Section des droits de l'homme et des questions économiques et sociales de la Division de la recherche et du droit au développement. Le Conseiller est chargé d'assumer des fonctions diverses et variées, dont la prise en compte systématique des droits des personnes handicapées au HCDH et, plus généralement, à l'échelle du système des Nations Unies; la fourniture d'une assistance technique aux États, aux institutions nationales des droits de l'homme et aux organisations de la société civile, et la promotion de la ratification et de l'application de la Convention et du Protocole facultatif s'y rapportant au niveau national. Son équipe est actuellement composée d'une seule autre personne⁸ et dispose d'un modeste budget, imputé sur les fonds extrabudgétaires, pour financer ses activités. L'équipe fournit des avis d'experts aux bureaux du HCDH sur le terrain et directement aux États qui en font la demande. Compte tenu du peu de ressources disponibles, il est difficile de réaliser les objectifs fixés dans le domaine des droits des personnes handicapées d'une manière coordonnée et durable.

12. Le Haut-Commissariat assure les fonctions de secrétariat du Comité des droits des personnes handicapées. Le secrétariat, qui relève de la Section des catégories cibles de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme, est chargé d'aider le Comité à s'acquitter de ses fonctions. Cet organe conventionnel fournit, dans ses observations finales, des orientations de fond aux États parties à la Convention au sujet de son application et de la transposition de ses dispositions en droit interne. Ces recommandations devraient être la principale source de consultation dans le cadre de la coopération et de l'assistance techniques, en particulier en ce qui concerne l'harmonisation des lois et politiques. À ce jour, le Comité a tenu 11 sessions et examiné la situation dans les 13 pays suivants: Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Costa Rica, El Salvador, Hongrie, Paraguay, République populaire de Chine, Pérou, Espagne, Suède et Tunisie⁹. En ce qui concerne l'assistance technique, le Comité encourage les pays à appuyer les efforts que déploient ses membres pour renforcer la coopération, en particulier dans le domaine de la réforme juridique et politique et de l'élaboration de nouvelles lois et stratégies dans le respect de la Convention.

13. Les sections suivantes donnent un aperçu du type d'activités menées dans le domaine de la coopération technique et des services consultatifs qui sont appuyées par le HCDH et/ou les partenaires internationaux compétents aux niveaux national et régional.

⁷ Voir <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/RPD00>.

⁸ Poste d'administrateur auxiliaire pourvu par la Finlande. Mandat prenant fin en novembre 2014.

⁹ Voir http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/SessionsList.aspx?Treaty=CRPD.

A. Afrique

1. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

14. **Cameroun:** Le Haut-Commissariat a participé à des activités visant à faire prendre davantage conscience aux personnes handicapées de leur droit de participer à la vie politique sur la base de l'égalité avec les autres. La campagne de sensibilisation menée par le HCDH a conduit un organe de gestion des élections à rendre les bureaux de vote accessibles aux personnes handicapées lors des élections d'octobre 2011.

15. **Côte d'Ivoire:** La Division des droits de l'homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire a participé activement, par des services de conseil technique, aux travaux de l'équipe spéciale pour la ratification de la Convention créée par la Confédération des organisations des personnes handicapées de Côte d'Ivoire (COPHCI), coalition d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'associations actives dans le domaine de la protection et de la promotion des droits des personnes handicapées, notamment pour soutenir l'action du Ministère de la justice, des droits de l'homme et des libertés publiques. Grâce à ses efforts conjoints, la Côte d'Ivoire a ratifié la Convention le 10 janvier 2014. La Division des droits de l'homme a aussi largement diffusé la Convention et organisé des séances de formation et d'information à l'intention des représentants d'ONG spécialistes des droits des personnes handicapées; elle continuera d'appuyer la création d'un mécanisme de coordination pour contrôler l'application de la Convention.

16. **Éthiopie:** Le Haut-Commissariat a organisé deux sessions de formation sur l'égalité de traitement des personnes handicapées en coopération avec l'OIT pour aider les pouvoirs publics et les prestataires de service à aborder le handicap et les dispositions de la Convention sous l'angle des droits de l'homme.

17. **Guinée-Bissau:** La Section des droits de l'homme du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) a fortement encouragé la signature et la ratification de la Convention en tenant plusieurs réunions pour expliquer combien il importe d'accéder à la Convention et de reconnaître les mécanismes de contrôle des organes conventionnels. Grâce à ces efforts, l'Assemblée nationale populaire a signé la Convention et le Protocole facultatif s'y rapportant en septembre 2013 et entend soumettre les deux instruments de ratification après les élections générales d'avril 2014.

18. **Libéria:** Le Haut-Commissariat a aidé la Commission nationale du handicap à mettre au point une stratégie nationale pour l'application de la Convention dans le contexte du Programme de transformation et du Plan national d'action pour les droits de l'homme, qui a de ce fait été validée en septembre 2013 et lancée en décembre 2013. Le HCDH fournit une assistance technique en organisant tous les deux mois des sessions de travail avec les membres d'une équipe spéciale sur les droits de l'homme et le handicap consacrées aux questions de mise en place et de contrôle. Le HCDH participe également à la coordination des activités que mènent les bureaux extérieurs de la Mission des Nations Unies au Libéria en vue de renforcer les capacités des autorités nationales et de la société civile aux fins de l'évaluation, de la mesure et du suivi des progrès accomplis sur la voie de l'application de la Convention, des activités de plaidoyer et de contrôle budgétaire, et de l'adoption d'une approche fondée sur les droits de l'homme en ce qui concerne les activités de programmation des Nations Unies au niveau des pays et les cadres de développement national. Cette démarche a contribué à l'adoption de deux nouveaux thèmes intersectoriels dans la deuxième Stratégie pour la réduction de la pauvreté du pays (2013-2017), à savoir: i) les droits de l'homme; et ii) les personnes handicapées et défavorisées.

19. **Niger:** Pour mieux faire comprendre les normes nationales, régionales et internationales qui protègent les droits des personnes handicapées et promouvoir un examen plus poussé de celles-ci, le collectif d'organisations de défense des droits de l'homme et de

la démocratie et la Fédération nigérienne des personnes handicapées ont mené, en mars 2013, des activités de sensibilisation aux droits des personnes handicapées. Ces activités étaient organisées en partenariat avec l'unité du Conseiller pour les droits de l'homme du HCDH au Niger et le Ministère de la justice, avec des fonds allouées par le PNUD. Des campagnes et conférences de sensibilisation ont été conduites dans les six régions que compte le pays sur le thème des législations nationales et internationales relatives aux droits des personnes handicapées.

20. **Sénégal:** En 2013, le Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest du HCDH, en partenariat avec Handicap International et d'autres parties prenantes, a fourni des services de conseil technique et organisé à l'intention des autorités des sessions de formation ayant trait à la Convention et au Protocole facultatif s'y rapportant.

21. **Sierra Leone:** La composante droits de l'homme du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL), en collaboration avec le Haut-Commissariat, a aidé le Gouvernement à élaborer un projet de loi sur les personnes handicapées. Ce texte constitue un pas important vers l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes handicapées et la facilitation de leur participation et de leur intégration à la société. Il contient des dispositions importantes sur la promotion de l'exercice par ces personnes de leurs droits de l'homme, en particulier les droits à l'éducation, à l'emploi et à la santé ainsi que le droit de participer à la vie politique, et établit clairement les responsabilités pour ce qui est de lever les barrières qui les empêchent d'accéder, sur la base de l'égalité avec les autres, à l'environnement physique, aux transports et aux services. La composante droits de l'homme du BINUCSIL a également aidé le Gouvernement à créer en 2012 une commission nationale des personnes handicapées et a contribué à la rendre opérationnelle, notamment en participant à l'élaboration d'un plan stratégique triennal et en organisant des activités de formation et des ateliers. Elle participe également à un examen de la législation mené en ayant à l'esprit que le handicap est un motif de discrimination interdit par la Constitution¹⁰.

22. **Afrique australe:** Le Bureau sous-régional du HCDH pour l'Afrique australe, avec l'appui du siège, a fourni au Gouvernement, aux institutions nationales des droits de l'homme et aux organisations de la société civile, notamment les organisations de personnes handicapées, les informations nécessaires pour conduire un débat éclairé et constructif sur la nécessité de se doter d'un instrument africain pour protéger les droits des personnes handicapées qui complète la Convention. Le Bureau sous-régional a également travaillé en étroite collaboration avec le secrétariat de la Décennie africaine des personnes handicapées pour renforcer la capacité des organisations de personnes handicapées à promouvoir et contrôler l'application de la Convention. Les efforts de sensibilisation menés par le Bureau sous-régional en 2011 ont abouti à la ratification par le Mozambique de la Convention et du Protocole facultatif s'y rapportant.

23. **Soudan:** La Section des droits de l'homme de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) a mené des travaux approfondis sur la Convention en accordant une attention particulière aux enfants handicapés. Ces efforts visent à contribuer à instaurer dans les établissements d'enseignement des conditions de sécurité et d'accessibilité de nature à promouvoir et protéger les droits des enfants handicapés. Trois ateliers tendant à faire changer les politiques et les pratiques à l'échelle des écoles ont été organisés. Ils s'adressaient aux porte-parole de la société civile, aux responsables syndicaux, aux fonctionnaires et aux associations locales de défense des personnes handicapées, en vue de faire évoluer la législation nationale et de fournir des services sociaux qui respectent, protègent et promeuvent les droits des personnes handicapées.

¹⁰ Voir BINUCSIL/HCDH, «Moving Forward Together. From National Commitment to Concrete Action», rapport sur les droits des personnes handicapées en Sierra Leone (2011).

24. **Ouganda:** Le HCDH a aidé les autorités nationales et les organisations de la société civile à sensibiliser l'opinion à la transposition des dispositions de la Convention dans le droit interne et facilité l'établissement du rapport initial de l'Ouganda au Comité. Depuis 2010, le HCDH forme les représentants des autorités nationales telles que la Commission pour l'égalité des chances et le Conseil national des personnes handicapées, les services compétents du Ministère de la condition de la femme, du travail et du développement social et les organisations de la société civile aux normes de protection établies par la Convention. De plus, le HCDH a aidé le Ministère de la santé à réviser la loi sur les soins de santé mentale en élaborant une note explicative relative aux droits de l'homme concernant le projet de loi sur la santé mentale et en convoquant des réunions pour débattre de certains éléments de la législation proposée. En 2014-2015, avec l'aide financière de la Norvège, le HCDH continuera de fournir au Conseil national pour les personnes handicapées une assistance technique axée sur le contrôle de l'application de la Convention. À cette fin, le HCDH organise, à l'intention de certains conseils des personnes handicapées au niveau des districts, une formation sur la lutte contre la discrimination au titre de la Convention. En liaison avec les autorités nationales, le HCDH mènera une analyse comparative de la législation ougandaise pour recenser les obstacles à la réalisation des droits des personnes handicapées.

2. Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées

25. **Mozambique:** Le PNUD et l'UNICEF appliquent une stratégie à deux volets qui repose à la fois sur des interventions ciblées et sur des interventions intégrées. L'action que mène l'Institut national de la statistique est un exemple d'intervention intégrée, les indicateurs concernant les questions relatives aux personnes handicapées devant être intégrés dans une étude nationale trimestrielle en vue d'améliorer la collecte de données, condition indispensable pour définir des politiques et des programmes relatifs aux personnes handicapées plus précis. En revanche, la collaboration entre le PNUD, Handicap International et le réseau Rede de Assistência as Vitimas de Minas est une intervention ciblée, qui vise à donner aux survivants des mines – groupe souvent marginalisé – les moyens de faire valoir leurs droits. Une des activités du projet suppose l'examen du cadre législatif et politique en place.

26. **Afrique du Sud:** Le HCDH, le PNUD et l'UNICEF participent, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et ONU-Femmes, à un programme mis au point par l'équipe de pays des Nations Unies en collaboration avec le Département des femmes, des enfants et des personnes handicapées. Ce programme vise à mettre en place en Afrique du Sud un cadre juridique et politique qui respecte la Convention. Le PNUD est l'organisme chef de file et responsable de la coordination et de l'appui technique pour l'ensemble du programme, mais l'UNICEF fournit des conseils techniques sur les questions ayant trait aux enfants handicapés et le HCDH s'occupe essentiellement de la législation et des normes internationales sur les droits de personnes handicapées. Le FNUAP et ONU-Femmes financeront les efforts visant à acquérir une expertise technique sur les besoins des femmes handicapées.

27. **Togo:** Le programme du Partenariat est axé sur l'enseignement inclusif dans les régions des Savanes et de Kara. Ce projet conjoint de l'UNICEF, de l'OMS et du HCDH a commencé au début de 2013. Le principal cadre juridique, à savoir le Code de l'enfant de 2007, la loi de 2004 sur la protection sociale des personnes handicapées et d'autres instruments pertinents, tels que le Code du travail de 2006 et l'Ordonnance de 1968 sur le statut général des fonctionnaires et des documents stratégiques comme le Plan pour le secteur de l'éducation, sont actuellement passés en revue pour s'assurer de leur conformité aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par le Togo. Dans le cadre de ce programme, des manuels en Braille et en langue des signes sont mis au point et testés de même qu'un manuel de formation sur l'éducation inclusive approuvé par le Ministère de l'éducation en 2012, utilisé pour la formation d'un grand nombre d'enseignants et

d'administrateurs. Le programme s'inscrit dans le prolongement des efforts déjà couronnés de succès déployés pour donner des possibilités d'éducation adaptées aux élèves du primaire qui présentent un handicap. Ce partenariat avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales vise à mettre en place une solution efficace et concertée pour relever le défi que pose l'éducation pour tous, y compris les enfants handicapés.

B. Asie-Pacifique

1. HCDH

28. **Cambodge:** Le Haut-Commissariat a fourni des conseils techniques tout au long du processus de ratification de la Convention, notamment en traduisant et publiant la Convention en khmer et en participant à la rédaction d'une déclaration visant à promouvoir la ratification de la Convention, qui a été présentée au Parlement. Le HCDH a également organisé deux sessions de formation à l'intention des représentants du Gouvernement, qui portaient l'une sur les principales dispositions de la Convention et l'autre, plus précisément, sur l'établissement de rapports au titre de la Convention, en vue de faire mieux connaître les responsabilités qui incombent aux autorités nationales en vertu de cet instrument.

29. **Papouasie-Nouvelle-Guinée:** Le Haut-Commissariat continue de fournir un appui technique au Département du développement communautaire et à d'autres organismes publics concernés aux fins de l'application de la Convention et de sa transposition en droit interne.

30. **Timor-Leste:** L'Unité du Conseiller pour les droits de l'homme met actuellement en œuvre un programme de renforcement des capacités à l'intention de la société civile, et notamment de l'association Timor-Leste Disability Association, réseau d'une bonne vingtaine d'ONG œuvrant dans le domaine du handicap, et de chacun de ses membres, pour les inciter à utiliser davantage les systèmes nationaux et internationaux pour protéger les droits des groupes victimes de discrimination. L'Unité entend aider les organisations de personnes handicapées à renforcer leurs compétences en matière de contrôle, d'établissement de rapports et d'activités de promotion, et continue d'appuyer les efforts menés à l'appui de la ratification de la Convention.

2. Partenariat

31. **Fidji, Îles Cook, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu:** L'OIT, l'UNICEF, l'OMS, la CESAP et les Volontaires des Nations Unies mènent des activités diverses et variées en vue d'améliorer les conditions de vie des personnes handicapées et d'élargir les perspectives qui leur sont offertes dans certains pays insulaires du Pacifique. Ces activités ont pour objectif d'aider les pays qui ont ratifié la Convention ou sont sur le point de le faire à rédiger des projets de loi et à élaborer des stratégies de développement. Ce projet promeut également l'emploi des personnes handicapées, au niveau des politiques comme des programmes, et plaide en faveur d'une aide aux employeurs et du développement ciblé de certaines compétences. De plus, un projet pilote sur le dépistage précoce fournira un excellent point de départ pour les efforts menés dans ce domaine et mériterait d'être reproduit dans l'ensemble de la région Pacifique. Enfin, pour pallier le manque de données fiables sur la prévalence du handicap dans la région, des statistiques sont actuellement établies, en particulier sur la base de recensements et d'études nationales. Cette activité s'appuiera sur l'expérience acquise aux niveaux mondial et régional et complètera l'action menée par le Comité directeur pour la statistique dans la région du Pacifique. De plus, des travaux de recherche seront effectués pour recenser les éléments qui entravent la ratification de la Convention dans les pays de la région.

32. **Indonésie:** L'OIT et l'OMS, ainsi que l'UNESCO et le FNUAP, mettent en œuvre un projet visant à renforcer les capacités des institutions nationales chargées de coordonner l'application de la Convention. Cette initiative a favorisé des débats de haut-niveau à l'échelle nationale avec les maires et la création d'un réseau de villes inclusives (Network of Inclusive Cities), qui a pour objectif de faciliter les échanges de connaissances et de ressources sur l'intégration des personnes handicapées. Des mémorandums d'accord ont été signés avec les autorités municipales de Banda Aceh et de Jogjakarta, en vue de mobiliser d'autres villes à un stade ultérieur. Ce projet a facilité la mise au point d'un cadre pour le recensement des principaux critères à appliquer pour créer des villes inclusives adaptées aux personnes handicapées. Ce cadre a été mis à l'essai et appliqué dans quatre villes, ce qui a abouti à l'élaboration de plans stratégiques et à l'allocation de fonds aux fins de l'intégration des personnes handicapées. Ces efforts serviront de points de départ à l'évaluation annuelle des villes d'Indonésie et, plus tard, à l'attribution d'une distinction pour récompenser l'ouverture aux personnes handicapées.

33. **Viet Nam:** Le pays envisage sérieusement de ratifier la Convention et la Convention (n° 159) de l'OIT sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983; il met actuellement la dernière main à un plan d'action national pour les personnes handicapées, l'objectif final étant de mettre au point un cadre juridique national qui respecte la Convention et les autres normes internationales. Un des principaux objectifs du projet financé par le Partenariat est d'appuyer la participation des organisations de personnes handicapées à ces processus.

C. Amériques

1. HCDH

34. **Colombie:** Les activités du Haut-Commissariat sont axées sur la transposition de la Convention dans le droit interne et la contribution des autorités à l'adoption d'une politique nationale des personnes handicapées. À cette fin, le Gouvernement a convoqué 15 réunions régionales avec les parties concernées ainsi qu'une réunion nationale, en décembre 2012. De plus, avec l'aide du HCDH, l'État a adopté une législation qui établit certaines garanties pour l'exercice par les personnes handicapées de leurs droits de l'homme.

35. **Guatemala:** Depuis 2013, le Haut-Commissariat est aux avant-postes des efforts menés pour promouvoir la compréhension des droits des personnes handicapées auprès des intervenants publics.

36. **Haïti:** Avec l'aide du Haut-Commissariat, le Secrétaire d'État à l'intégration des personnes handicapées a élaboré un plan de travail pour mettre en place une loi-cadre sur les personnes handicapées. Le HCDH lui a fourni une assistance technique axée sur: i) la sensibilisation à la question de l'accessibilité universelle; et ii) l'harmonisation du Code du travail avec la loi-cadre.

37. **Honduras:** Le Haut-Commissariat a appuyé l'approbation de la Politique nationale sur les droits de personnes handicapées. Il a également aidé le Ministère des affaires intérieures et de la population à élaborer un plan stratégique national en recrutant un expert national et en conseillant directement la Direction générale des personnes handicapées, qui est chargée de mettre en œuvre les politiques publiques sur les droits des personnes handicapées conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme.

38. **Mexique:** Les activités de plaidoyer menées auprès du Sénat par le HCDH, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont amené le Mexique à retirer les deux déclarations interprétatives qu'il avait formulées concernant la Convention. Le HCDH a continué de

promouvoir la modification de la politique interne et/ou de la législation interne de façon à lever les obstacles au retrait des réserves et déclarations interprétatives.

39. **Paraguay:** Le Secrétariat national aux droits fondamentaux des personnes handicapées (SENADIS) a renforcé sa contribution à la mise en œuvre des normes et recommandations relatives aux droits de l'homme en s'engageant à élaborer une politique publique relative aux droits des personnes handicapées fondée sur les droits de l'homme et à établir des indicateurs axés sur les droits de l'homme. Avec l'assistance technique du Conseiller pour les droits de l'homme du HCDH, le SENADIS a engagé ce processus en recueillant des données de référence sur la situation des personnes handicapées. Ces données serviront également à conduire des consultations avec les représentants des pouvoirs publics et de la société civile aux fins de l'élaboration de cette politique. Le Conseiller pour les droits de l'homme a aussi aidé l'État à mettre au point un mécanisme interinstitutionnel pour suivre les recommandations formulées par les mécanismes internationaux des droits de l'homme, dont le Comité. Ces efforts ont notamment abouti à l'organisation d'une table-ronde thématique interinstitutionnelle visant à donner aux personnes handicapées les moyens de faire valoir leurs droits.

2. Partenariat

40. **Costa Rica:** L'OIT et le PNUD ont collaboré avec le Ministère du travail et les partenaires sociaux à la promotion du droit au travail des personnes handicapées. Grâce à ce projet, la Costa Rican National Business Association a créé un réseau d'entreprises inclusives, qui compte déjà 37 entreprises membres représentant au total plus de 15 000 employés à travers le Costa Rica. En collaboration avec les principales institutions du secteur public et organisations de la société civile, les membres du réseau s'attachent à créer des possibilités d'emploi pour les personnes handicapées et comptent prendre des mesures pour rendre leurs entreprises plus inclusives et plus accessibles.

D. Moyen-Orient et Afrique du Nord

1. HCDH

41. **Libye:** La composante droits de l'homme de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye a aidé le Gouvernement à poursuivre ses efforts en vue de ratifier la Convention. Le Congrès général national a déjà approuvé la ratification de la Convention avec une réserve générale, mais l'instrument de ratification n'a pas encore été déposé. Au lendemain du conflit de 2011, le Congrès général national a également adopté une nouvelle législation relative aux droits des personnes handicapées.

42. **Iraq:** Une consultation a été conduite avec les représentants des personnes handicapées sur le thème des modifications à apporter à la loi sur les personnes handicapées pour la rendre conforme à la Convention. Les spécialistes des droits de l'homme mènent d'importants travaux en coopération avec le Gouvernement iraquien, en partenariat avec des organisations irakiennes de personnes handicapées, des organisations de la société civile et des partenaires internationaux, pour inscrire la ratification de la Convention dans le Plan d'action national adopté par le Gouvernement en décembre 2011 en vue de mettre en œuvre les recommandations issues de l'examen périodique universel de février 2010. Grâce à ces efforts, l'Iraq a ratifié la Convention le 20 mars 2013. La Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, la Commission parlementaire des droits de l'homme et l'Alliance iraquienne des organisations de personnes handicapées (Iraqi Alliance for Disability Organizations) ont présenté conjointement au Gouvernement une série de projets de modifications à apporter à la législation qui portaient en particulier sur la nécessité de charger un mécanisme indépendant de superviser et de contrôler leur mise en œuvre en vue d'aligner la législation iraquienne sur la Convention.

43. **Territoires palestiniens occupés:** Le HCDH a travaillé en étroite collaboration avec le Gouvernement de l'État de Palestine à la mise au point d'un document d'orientation sur l'intégration des droits de l'homme dans les plans de développement palestiniens, qui met en avant les cibles et les interventions concrètes qui devraient être intégrées au Plan national de développement, cadre général du développement national. Ce document recense les mesures à prendre pour garantir les droits des personnes handicapées, y compris les droits à l'éducation, à la sécurité sociale et au travail. Le Haut-Commissariat travaillera en étroite collaboration avec le Gouvernement, l'institution nationale des droits de l'homme et les ONG et organisations de la société civile pour contrôler systématiquement la mise en œuvre du Plan national de développement sous l'angle des droits de l'homme, notamment les droits des personnes handicapées. Le tout premier plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) de la Palestine a également été finalisé et le Haut-Commissariat a contribué pour beaucoup à placer les droits de l'homme au cœur des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement. Le plan-cadre en question englobe des programmes des Nations Unies pour les personnes handicapées.

44. **Tunisie:** Le Haut-Commissariat encourage l'adoption de lois et de politiques conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme dans le domaine de l'emploi pour les personnes handicapées. Le HCDH prévoit de fournir une assistance technique par le biais d'un séminaire de deux jours avec des députés et des membres de cinq départements ministériels, consacré aux obligations qui incombent à l'État au sujet des personnes handicapées, et de cinq stages d'étude d'une journée avec les membres des départements ministériels sur le thème de l'intégration des droits des personnes handicapées dans les politiques.

2. Partenariat

45. **Territoires palestiniens occupés:** L'OIT, le PNUD, l'UNICEF, l'OMS, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'UNESCO, le FNUAP et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont uni leurs efforts dans le cadre d'un programme de sensibilisation aux droits des personnes handicapées et de renforcement des capacités en vue d'intégrer la question du handicap dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'emploi et de la protection sociale. Ce programme a pour objectif de renforcer le respect des droits de l'homme des personnes handicapées par la législation, les services et l'autonomisation sociale et économique, conformément à la loi palestinienne relative au handicap et à la Convention, par un partenariat étroit entre les ministères compétents, les organismes des Nations Unies, les donateurs internationaux, les organisations de personnes handicapées et les autres parties intéressées. Compte tenu de ce qui précède, les trois principaux résultats escomptés sont les suivants: a) révision de la législation, des orientations politiques et des pratiques dans six ministères clés pour s'assurer de leur conformité à la Convention et à la loi palestinienne relative au handicap; b) égalité des chances pour les enfants handicapés dans des écoles pilotes (sélectionnées par le Ministère de l'éducation); c) meilleur accès aux programmes de création d'emplois et d'aide aux entreprises pour les femmes et les hommes handicapés. Une attention particulière est accordée à la pleine participation des femmes et des filles handicapées aux activités relatives au programme.

46. **Tunisie:** Le programme du Partenariat a pour principaux objectifs l'intégration des personnes handicapées en se plaçant sous l'angle des droits de l'homme, le renforcement des capacités des parties prenantes en matière de plaidoyer, de respect et d'exercice des droits des personnes handicapées et l'adoption d'une nouvelle perception du handicap à l'échelle nationale. Le programme repose sur quatre priorités thématiques: activités de plaidoyer en faveur des personnes handicapées fondées sur les droits; étude, collecte de données statistiques et évaluation des mécanismes de protection sociale pour les personnes

handicapées; intégration dans le système éducatif et protection des enfants handicapés; emploi des jeunes handicapés.

E. Europe et Asie centrale

1. HCDH

47. **Géorgie:** En février 2013, le Haut-Commissariat a rejoint un groupe de travail sur les modifications législatives aux fins de l'élaboration d'une stratégie d'intégration sociale pour les personnes handicapées pour 2013-2016. La ratification de la Convention par le parlement géorgien est le résultat des activités de plaidoyer menées par le HCDH, d'autres organismes des Nations Unies et la société civile. Le Conseiller principal du HCDH pour les droits de l'homme a fourni son appui au Président du parlement et au Chef de la Commission parlementaire pour les droits de l'homme dans le cadre du processus de ratification.

48. **Kosovo:** Le Haut-Commissariat travaille à la révision de la législation relative à la lutte contre la discrimination pour la rendre conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, en s'attachant à la question de la discrimination à l'encontre des personnes handicapées dans l'exercice de leur capacité juridique.

49. **ex-République yougoslave de Macédoine:** Le Haut-Commissariat a contribué à donner à la Convention un rang de priorité plus élevé au plan national et à la rendre plus accessibles aux titulaires de droits. Le HCDH a encouragé la ratification de la Convention en rassemblant les principaux représentants des pouvoirs publics et les principales parties intéressées par les questions relatives au handicap pour élaborer un plan d'action pour la ratification, en se fondant sur les recommandations issues de l'Examen périodique universel de 2009 et des études thématiques conduites par le HCDH dans ce domaine. Ces efforts ont contribué à la ratification de la Convention par l'ex-République yougoslave de Macédoine le 29 décembre 2011. Le Haut-Commissariat a depuis lors continué de fournir un appui stratégique aux fins de l'application de la Convention - notamment en soutenant la création d'un dispositif national chargé de faciliter cette application, conformément à l'article 33 de la Convention, et en formant son personnel - ainsi que de l'établissement concerté du rapport initial de l'État au Comité.

50. **Moldova:** Grâce aux efforts soutenus déployés depuis 2009, des progrès ont été accomplis au cours du présent exercice biennal dans les domaines de la législation et de la réglementation publique et certains scénarios officiels (tels que les districts scolaires fondés sur la ségrégation) ont été largement modifiés pour les rendre conformes aux normes internationales applicables et aux normes relatives à la non-discrimination et à la lutte contre la discrimination. À titre d'exemple, le soutien du HCDH aux pouvoirs publics et aux organisations de la société civile a abouti à l'élaboration d'une loi anti discrimination complète. De plus, le Conseiller pour les droits de l'homme du HCDH a travaillé en collaboration avec ses homologues du Gouvernement à l'élaboration d'un projet de loi sur l'intégration sociale des personnes handicapées, qui vise à intégrer les dispositions de la Convention dans la législation nationale. Adoptée en 2012, la loi établit, pour la première fois en droit interne, le droit des personnes handicapées à jouir, dans des conditions d'égalité, de leur capacité juridique et d'aménagements raisonnables. Les efforts menés portaient également sur le développement d'un environnement scolaire qui accueille les enfants roms et les enfants handicapés dans certaines municipalités sélectionnées pour des motifs stratégiques. Le HCDH a aidé les Ministères de la santé, de la justice et du travail, de la protection sociale et de la famille à établir un groupe de travail interministériel chargé de passer en revue les lois et les politiques nationales à la lumière de l'article 12 de la Convention, qui exige que les États Parties passent d'un régime de prise de décisions substitutive à un système d'aide à la prise de décisions. Le HCDH a appuyé des activités visant à présenter des projets de modification de la réglementation et du budget à cette fin.

En coopération avec le PNUD et l'institution nationale des droits de l'homme, il a également aidé le Ministère de la santé et d'autres institutions publiques à améliorer la protection des droits des personnes présentant un handicap psychosocial dans les établissements psychiatriques, ce qui a abouti à la signature d'un accord prévoyant la création d'un mécanisme indépendant chargé d'examiner les plaintes visant des établissements publics, à savoir la nomination d'un ombudsman dans les établissements psychiatriques. Un Bureau de l'ombudsman a été établi à titre d'essai pour couvrir les trois principaux hôpitaux psychiatriques.

51. **Bureau régional pour l'Europe:** Le Bureau régional pour l'Europe a mobilisé les institutions de l'Union européenne et les États membres de la région, en particulier sur la question des droits des personnes handicapées. Le Bureau régional a établi un parallèle entre la Convention relative aux personnes handicapées et la Convention relative aux droits de l'enfant, plus précisément entre la question de l'autonomie de vie des personnes handicapées (art. 19 de la Convention sur les personnes handicapées) et celle de la protection de remplacement pour les enfants. En participant, en qualité de membres, aux activités d'une coalition de parties prenantes représentant des ONG et des organisation intergouvernementales (European Expert Group on Transition from Institutional to Community-based Care ou Groupe d'experts européens sur la transition de l'institutionnel vers des soins communautaires (GEE)), le Bureau régional a contribué de manière importante aux changements stratégiques opérés à l'échelle de l'Union européenne, notamment dans les documents d'orientation régissant l'utilisation des Fonds structurels de l'Union européenne et la réglementation relative aux Fonds structurels. Cette réglementation représente une avancée importante en ce qu'elle renforce le respect par l'Union européenne des normes internationales relatives aux droits de l'homme, dont la Convention. Elle établit des dispositions spécifiques concernant la promotion de la transition de l'institutionnel vers des services communautaires, assorties d'une condition ex-ante, qui servira de point de référence pour évaluer dans quelle mesure la transition est effective, et d'une condition ex-ante pour garantir l'application de l'article 9 de la Convention, dans le contexte des investissements dans les Fonds structurels européens. En sa qualité de membre du Groupe d'experts européens, le Bureau régional a appuyé ces changements et fourni une assistance technique aux fonctionnaires concernés au niveau de l'Union européenne et au niveau national. Le Bureau régional a, en outre, joué un rôle actif dans l'organisation de séminaires du Groupe d'experts européens, en étroite coopération avec les autorités nationales et avec la Commission européenne, sur l'utilisation des Fonds structurels pour faciliter la transition de l'institutionnel vers des services communautaires. De tels séminaires ont eu lieu en Lettonie, en Estonie, en Hongrie, en Croatie, en Roumanie, en Bulgarie, en Slovaquie et en Pologne, et se tiendront en 2014 en République tchèque, en Lituanie, en Slovénie, en Grèce et en Serbie. La publication du Bureau régional européen sur les incidences de l'article 19 de la Convention sur l'utilisation des Fonds structurels européens (2012) a été activement diffusée et utilisée comme outil de sensibilisation des fonctionnaires de l'Union européenne et des autorités nationales, ainsi que de la société civile et des titulaires de droits. Le Bureau régional a participé à une consultation régionale en préparation à la Réunion de haut-niveau sur le handicap et le développement et a mis l'accent sur l'importance que revêt l'utilisation de la Convention comme cadre de toute contribution de l'Union européenne à la Réunion de haut-niveau. Le document final soumis par l'Union européenne à la Réunion de haut-niveau intégrait les formulations proposées par le HCDH et le Bureau régional.

52. **La Fédération de Russie** a ratifié la Convention en 2012, date à laquelle elle a commencé à modifier la législation nationale pour la rendre conforme aux dispositions de la Convention. La création d'un dispositif national d'application et de contrôle, conforme aux dispositions de la Convention, est encore à l'examen. Le HCDH fournit une aide technique et des orientations pour faciliter ce processus. En partenariat avec le HCDH, l'organisation

régionale pour les personnes handicapées Perspektiva et ses partenaires ont pu sensibiliser plus de 400 personnes – fonctionnaires, professionnels de l'éducation, juristes, représentants d'organisations de personnes handicapées, membres d'organisations de la société civile et experts, journalistes, étudiants, personnes handicapées et membres de leur famille – à la Convention, en particulier à son article 24. Les lois et politiques russes devront être modifiées. Comme suite aux efforts de sensibilisation menés par le HCDH, une nouvelle loi fédérale sur l'éducation a vu le jour, elle contient des dispositions sur l'éducation inclusive et l'accès à l'éducation pour tous dans des conditions d'égalité. En vertu de ladite loi, les administrations régionales et municipales sont tenues de créer les conditions nécessaires pour dispenser une éducation de qualité, sans discrimination à l'égard des personnes handicapées. Au niveau fédéral, les législateurs mettent actuellement au point des normes concrètes d'application du principe d'éducation inclusive, notamment par des modifications des programmes d'enseignement et des infrastructures. Les écoles inclusives relèvent du programme national «Environnement accessible». Plus de 5 000 écoles accessibles réunissant les conditions nécessaires pour l'éducation des enfants handicapés avaient déjà été créées à la fin de 2013. L'objectif est de créer 10 000 écoles de ce type d'ici au début de 2016.

53. **Serbie:** Le Bureau du Défenseur des citoyens (Ombudsman) et le Conseiller du HCDH aux droits de l'homme sont parvenus à peser sur le discours concernant la prise en charge hors institution (désinstitutionalisation) de façon à ce que la question soit examinée sous l'angle des droits de l'homme, conformément aux normes et règles établies dans la Convention. En 2013, ils ont tenu deux sessions pour présenter aux collectivités locales et aux représentants des établissements d'accueil un projet de feuille de route pour la désinstitutionalisation et deux tables rondes d'experts de haut niveau au cours desquelles a été examinée la politique nationale menée dans ce domaine. À la fin de 2013, le projet de feuille de route avait été présenté à toutes les parties intéressées. La feuille de route, élaborée par un groupe national d'experts, doit être finalisée, entérinée par le bureau de l'Ombudsman et officiellement soumise au Gouvernement en 2014.

54. **Ukraine:** En 2012, l'Ukraine a adopté une législation de lutte contre la discrimination davantage conforme à la Convention, comme divers mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme l'y avait invitée dans leurs recommandations. Tout au long de 2013, le Haut-Commissariat a examiné les modifications à apporter à la loi. Un débat d'experts axé sur l'application des lois et des politiques relatives à l'égalité et à la non-discrimination a eu lieu en Ukraine et un atelier de formation sur les moyens de mesurer l'application de la législation sur l'égalité et la non-discrimination a été organisé. Des représentants des Ministères de la justice et de l'intérieur, du parlement, de la magistrature, des ONG et du bureau de l'Ombudsman ont participé à ces activités. Plusieurs projets de modification ont été élaborés, répondant en partie aux observations formulées par le HCDH et les experts internationaux.

2. Partenariat

55. **Moldova:** Le HCDH, le PNUD, l'UNICEF et l'OMS travaillent en étroite collaboration pour imprimer un nouvel élan en faveur du droit d'exercer sa capacité juridique dans des conditions d'égalité, de l'accès à la justice, du droit de vivre de façon autonome dans la société, de l'éducation inclusive; du renforcement de la société civile et d'un meilleur contrôle de l'application de la Convention. Grâce à cette initiative, d'importants progrès ont été accomplis en ce qui concerne le contrôle juridique d'institutions qui était auparavant fermées et le secteur psychiatrique connaît désormais beaucoup mieux les dispositions de la Convention. Parallèlement, le dialogue politique a considérablement évolué sur des questions telles que la réforme de la capacité juridique, la désinstitutionalisation des adultes et la création officielle, financée par le budget de l'État, d'un poste d'Ombudsman pour les questions psychiatriques. De plus, une ONG d'usagers

et survivants de la psychiatrie a vu le jour en 2013, avancée qui découle directement de cette initiative.

56. **Ukraine:** En Ukraine, les droits des personnes handicapées font partie des domaines prioritaires d'un Cadre de partenariat entre le système des Nations Unies et le Gouvernement (2012-2016). Le programme financé par le Partenariat, élaboré par le PNUD, l'UNICEF, l'OIT et l'OMS en coopération avec le Gouvernement et les organisations de la société civile d'Ukraine, vise à promouvoir l'application des normes relatives à l'accessibilité et à la conception universelle comme moteur de l'intégration et de la participation des personnes handicapées. Il est centré sur les obstacles qui empêchent ou limitent l'accès, dans des conditions d'égalité, aux services et installations conçues pour le grand public, y compris les bâtiments occupés par des services de justice et de police.

F. Activités de coopération technique menées par d'autres organismes des Nations Unies et organisations régionales

1. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

57. Les deux dernières Décennie Asie-Pacifique pour les personnes handicapées (1993-2002 et 2003-2012) et l'adoption de la Convention en 2006 ont joué un rôle moteur dans le passage d'une approche du handicap fondée sur l'action caritative à une approche fondée sur les droits de l'homme dans la région Asie-Pacifique. En 2013, la région est entrée dans une nouvelle phase de promotion de la pleine réalisation des droits des personnes handicapées et d'un programme de développement qui tienne compte de la question du handicap avec l'adoption de la Déclaration ministérielle sur la Décennie Asie-Pacifique pour les personnes handicapées (2013-2022) et de la Stratégie d'Incheon pour la réalisation des droits des personnes handicapées en Asie et dans le Pacifique¹¹. La Stratégie d'Incheon est un document-cadre de politique générale d'avant-garde tiré de l'expérience acquise par la CESAP, qui fournit à la région Asie-Pacifique un ensemble d'objectifs de développement convenus au niveau régional et tenant compte de la question du handicap.

58. Le Groupe de travail sur la Décennie Asie-Pacifique pour les personnes handicapées, mécanisme consultatif et directeur de la CESAP composé de représentants de 15 gouvernements et 15 organisations de la société civile pour les personnes handicapées et de personnes handicapées, s'est réuni à Incheon (République de Corée) pour examiner et adopter un projet de feuille de route pour la mise en œuvre de la Stratégie d'Incheon. La CESAP a fourni une assistance technique pour faciliter le lancement de la Stratégie d'Incheon dans plusieurs pays et renforcer les capacités en vue de l'élaboration de stratégies et plans d'action à l'échelle nationale.

59. **Cambodge:** En mai 2013, la CESAP a fourni un appui technique au Gouvernement cambodgien pour l'aider à élaborer une stratégie nationale relative aux personnes handicapées qui respecte les principes établis dans la Convention. L'engagement à appliquer la Convention et la Stratégie d'Incheon et à poursuivre l'exécution du Plan stratégique national relatif au handicap (2014-2018) a fait l'objet d'un lancement officiel à Phnom Penh.

60. Le Prix CESAP-Sasakawa, qui récompense les entreprises de la région Asie-Pacifique ouvertes aux personnes handicapées¹², a été créé pour promouvoir la participation du secteur privé à l'effort mené à l'échelle mondiale pour éliminer la pauvreté, y compris parmi les personnes handicapées. Cette récompense est fondée sur un modèle économique

¹¹ Le texte intégral de la Stratégie d'Incheon peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: www.unescap.org/publications/detail.asp?id=1523.

¹² Voir: www.di-business-award.com.

inclusif, qui considère les personnes handicapées comme une main-d'œuvre inexploitée aux compétences diverses et variées et comme un marché au pouvoir d'achat important.

61. Dans le cadre de la préparation de la Conférence sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (Beijing+20), qui doit se tenir à Bangkok en novembre 2014, la CESAP a intégré les préoccupations relatives au handicap dans l'étude préalable à la Conférence destinée à ses États membres. Il s'agit là d'une occasion de mobiliser les efforts en vue de faire figurer le handicap parmi les préoccupations de Beijing+20 et dans les documents qui en seront issus.

62. En 2013, la CESAP a élaboré un descriptif de projet pour aider ses États membres à renforcer leurs capacités pour une meilleure planification des activités ayant trait à l'accessibilité et pour promouvoir l'harmonisation des lois nationales relatives à l'environnement physique, aux transports publics, et à l'information et à la communication avec les dispositions de la Convention et pour faciliter leur application. Ce projet, financé par le Gouvernement chinois et appuyé par Hong Kong et Macao, sera mis en œuvre par phases successives à compter de 2014.

63. Le taux de prévalence du handicap en Asie et dans le Pacifique est estimé à 4,6 %, soit nettement moins que le taux mondial, estimé à 15 %¹³. La CESAP s'emploie à collecter des données de référence pour suivre les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs fixés dans la Stratégie d'Incheon. En 2013, elle a organisé une réunion d'un Groupe d'experts sur les meilleurs moyens de générer des données pour les indicateurs relatifs à la Stratégie d'Incheon. Les participants à cette réunion, qui a rassemblé des experts des services nationaux de statistique et des organismes chargés des questions relatives au handicap représentant 19 pays et territoires de la région, ont recensé les progrès accomplis, les lacunes à combler et les besoins en matière de renforcement des capacités en ce qui concerne la collecte de données, et examiné un projet de guide sur la génération de données pour les indicateurs relatifs à la Stratégie d'Incheon, élaboré par le secrétariat de la CESAP. La CESAP publiera en effet un guide sur la génération de données pour les indicateurs en question afin de donner des orientations sur la manière d'établir et d'utiliser les indicateurs pour contrôler les progrès accomplis dans l'application de la Stratégie en vue d'aider ses États membres à réviser les systèmes nationaux de statistique existants et à mettre au point des plans d'action pour la collecte de données pour les indicateurs relatifs à la Stratégie d'Incheon.

2. Organisation internationale du Travail

64. Depuis 2002, l'Organisation internationale du Travail (OIT) fournit une coopération technique dans le cadre d'un programme financé par le Gouvernement irlandais. Elle a aidé plusieurs pays à passer en revue la législation du travail, qu'elle soit de portée générale ou vise spécialement les personnes handicapées, en se plaçant sous l'angle des droits des personnes handicapées; à faciliter les consultations avec les principales parties prenantes sur les projets de loi et d'orientations politiques; et a également fourni des commentaires techniques et un appui pour la diffusion d'informations sur les lois nouvellement adoptées, selon que de besoin. Le Botswana, la Chine, l'Éthiopie, le Kenya, la Mongolie, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, la Thaïlande, le Viet Nam et la Zambie ont bénéficié d'une telle aide. Dans certains pays, l'aide est désormais axée sur l'application de la législation.

65. Dans le cadre de ces activités de coopération technique, des directives pour réaliser l'égalité des chances des personnes handicapées en matière d'emploi par la législation ont été élaborées en 2007 et ont été largement diffusées dans 15 langues. Une édition mise à jour est en préparation et devrait être publiée en 2014. De plus, un programme d'enseignement sur la législation relative au handicap a été élaboré. Il sera mis à l'essai en

¹³ Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale, Rapport mondial sur le handicap (2011).

collaboration avec les universités de plusieurs pays d'Asie et d'Afrique. Une aide sera fournie pour faciliter l'intégration de la législation relative au handicap parmi les sujets enseignés dans les facultés de droit de certaines académies, afin que les générations futures d'avocats et de juges connaissent bien les questions de droit ayant trait au handicap¹⁴.

66. Dans le cadre de la stratégie de l'OIT pour l'inclusion des personnes handicapées, un projet pilote a été mis à l'essai de 2010 à 2012 et est désormais pleinement mis en œuvre. Diverses mesures ont été prises pour promouvoir l'intégration des personnes handicapées dans les projets de coopération technique de l'OIT et, plus généralement, dans les travaux que mène l'Organisation. À titre d'exemple, une liste de contrôle des éléments à prendre en considération en vue d'inclure les personnes handicapées dans les projets de coopération technique peut être consultée sur le site Web de l'OIT et un guide pratique donnant des directives plus détaillées est en cours d'élaboration. Des guides pratiques sur les questions relatives aux droits des personnes handicapées dans différents domaines techniques ont été élaborés et mis à la disposition du personnel de l'OIT, tout comme une plateforme de partage des connaissances sur des sujets ayant trait à l'égalité des chances pour les personnes handicapées. De nombreux manuels de l'OIT largement utilisés dans les projets de coopération technique ont été révisés pour aborder la question de l'inclusion des personnes handicapées. Des conseils sont fournis par les membres du personnel de l'OIT spécialistes du handicap au sujet de l'inclusion des personnes handicapées dans un certain nombre de projets de coopération technique. La sensibilisation du personnel et des partenaires spécialistes de la coopération technique aux questions relatives aux droits de personnes handicapées par le biais de programmes de formation portant sur le droit à l'égalité dont jouissent les personnes handicapées occupe une place de plus en plus importante dans l'action que mène l'OIT pour promouvoir les droits de l'homme des personnes handicapées dans les projets de coopération technique et dans l'ensemble des activités de l'OIT.

67. Outre l'appui fourni aux pays pour élaborer leur législation du travail, l'OIT conseille ses mandants sur les lois relatives à la formation, à l'emploi et à la protection sociale des personnes handicapées dans le cadre des travaux menés en collaboration avec ses mandants, notamment sur la mise en œuvre et le contrôle de l'application. Des services de renforcement des capacités dans le domaine des lois, politiques, programmes et services relatifs au handicap sont fournis en collaboration avec le Centre international de formation de l'OIT à Turin (Italie).

3. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

68. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a récemment engagé un processus de collaboration avec les États Membres au niveau national pour établir le cadre législatif et réglementaire nécessaire pour ratifier et mettre en œuvre le Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées¹⁵ (Traité de Marrakech), qui a été adopté par la Conférence diplomatique pour la conclusion d'un traité visant à faciliter l'accès des déficients visuels et des personnes ayant des difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées, tenue à Marrakech, le 27 juin 2013. Le Traité de Marrakech est le plus récent des traités internationaux relatifs aux droits de propriété intellectuelle administrés par l'OMPI. Il est manifestement axé sur les droits de l'homme et le développement social et a pour principal objectif de créer un ensemble de limites et de dérogations en faveur des personnes handicapées. L'élaboration du Traité était

¹⁴ Ce programme est disponible en anglais, au format papier («Education and Training Resource Guide»), au format électronique (www.ilo.org/skills/Whatsnew/WCMS_162169/lang-en/index.htm) et dans une version interactive (<http://disability-employment-legislation.ilo.org/index.html>).

¹⁵ www.wipo.int/treaties/en/text.jsp?file_id=301016 (lien consulté le 4 mars 2014).

motivée en partie par l'adoption de la Convention, qui établit, notamment, que les lois protégeant les droits de propriété intellectuelle ne constituent pas un obstacle déraisonnable ou discriminatoire à l'accès des personnes handicapées aux produits culturels¹⁶.

III. Conclusions et recommandations

69. Les organismes des Nations Unies et les organisations régionales ont un rôle déterminant à jouer dans la promotion et la protection des droits des personnes handicapées. En utilisant la Convention en exploitant toutes les possibilités qu'elle offre, c'est-à-dire comme un instrument relatif aux droits de l'homme dont certaines dispositions sont essentielles au développement durable, les organismes des Nations Unies et les organisations régionales peuvent contribuer à la réforme juridique et politique en exerçant les compétences spécifiques que leur confèrent leurs mandats. Les États sont donc encouragés à renforcer les capacités du système des Nations Unies, et notamment du HCDH, à répondre positivement aux demandes, de plus en plus nombreuses, d'assistance technique et de services de conseil émanant des parties prenantes au niveau des pays aux fins de la ratification de la Convention et du Protocole facultatif s'y rapportant et de l'application effective de leurs dispositions.

70. Compte tenu des multiples incidences qu'ont les questions relatives à la promotion et à la protection des droits de personnes handicapées, y compris l'amélioration de leurs conditions de vie, les États et les autres parties prenantes devraient renforcer leur coopération avec le système des Nations Unies pour garantir le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme lors de l'élaboration des lois, politiques et programmes nationaux. Cette coopération devrait être menée en étroite consultation avec les personnes handicapées et avec leur participation active, dans le plein respect du paragraphe 3 de l'article 4 de la Convention.

71. Le Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées a prouvé son efficacité comme mécanisme de renforcement de la coopération technique dans le respect de la Convention. Les projets nationaux en cours constituent des exemples de bonne pratique et de solutions novatrices dans le cadre de la réforme législative et politique et, au-delà, pour la réalisation des droits des personnes handicapées. Les États devraient envisager de verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du Partenariat comme moyen de faciliter et promouvoir cette action.

72. Le processus de définition des objectifs de développement durable au-delà de 2015 est une occasion unique d'établir des objectifs, des cibles et des indicateurs qui corrigent les inégalités et s'appuient fermement sur le cadre international des droits de l'homme. En vue d'établir un programme de développement pour l'après-2015 qui garantisse le respect des principes d'accessibilité, d'intégration des personnes handicapées et de pleine réalisation de leurs droits de l'homme, il est nécessaire d'obtenir rapidement la ratification universelle et l'application effective de la Convention et du Protocole facultatif s'y rapportant. À cette fin, les États devraient appuyer la participation des organismes des Nations Unies aux efforts de renforcement des capacités des responsables concernés et des autres parties prenantes, y compris le secteur des entreprises, en vue de faciliter la ratification et la mise en œuvre de lois et de politiques relatives aux droits de personnes handicapées qui respectent la Convention.

¹⁶ Convention relative aux droits de personnes handicapées, art. 30.

73. Il convient d'accorder l'attention voulue au contrôle de l'application de la Convention aux niveaux national et international conformément aux dispositions de la Convention sur la question. La jurisprudence établie par le Comité par le biais de son dialogue avec les États parties donne des orientations fort utiles pour l'assistance technique et devrait être mise pleinement à profit. Les États sont en outre encouragés à demander l'assistance technique du Comité aux fins de la réforme et de l'élaboration des lois et politiques, conformément à l'article 37 de la Convention. Toutes les parties prenantes sont engagées à appuyer l'Envoyé spécial du Secrétaire général sur le handicap et l'accessibilité, récemment nommé, et à coopérer avec lui, ainsi qu'avec tout autre titulaire de mandat au titre des procédures spéciales ou mécanisme créé pour veiller au respect des droits des personnes handicapées.
